

Karima Delli : « Le sentiment d'injustice a façonné mon engagement »

Fille d'ouvrier de Roubaix, Karima Delli a fait de son histoire un moteur d'engagement. Ancienne députée européenne, elle est aujourd'hui à la tête du groupe "Pour le climat et pour l'emploi" au conseil régional des Hauts-de-France, un collectif d'élus et de citoyens engagé. Elle défend une écologie populaire. Entre fidélité à ses idéaux, contraintes artisanes et désillusions politiques, l'élue écologiste poursuit son combat dans une gauche fragmentée, confrontée à la montée du Rassemblement national.

Marion Titone, le 02/10/2025 à Lille

Votre carrière politique a débuté très jeune et pourtant, après trois mandats européens, vous êtes revenue exercer vos responsabilités au niveau régional. Qu'est-ce qui explique ce choix ?

Je n'ai jamais choisi de partir du Parlement européen par moi-même : c'est une contrainte imposée par la règle interne du parti, qui limite à trois mandats. Je pense que c'est stupide, car les autres partis n'ont pas cette limite, et cela nous désavantage clairement. On a besoin de s'inscrire dans la durée pour être efficace et peser sur les décisions européennes. Pendant huit ans, j'ai eu l'honneur d'être la seule Française à présider le parti écologiste dans ce cadre. J'ai été courtisée par d'autres groupes, pas seulement celui du président, Renaissance, mais je suis restée fidèle aux écologistes. Même si aujourd'hui, je regrette qu'il manque de voix fortes pour porter les grandes questions européennes, notamment sur les transports.

J'ai travaillé par exemple sur le retour du train de nuit Paris-Berlin, qui a été une victoire et une fierté. Mais on m'a annoncé récemment que le projet s'arrête, ce qui montre bien la fragilité de ces avancées.

Après ce départ forcé du Parlement, revenir en région s'apparente-t-il à une marche arrière ?

Non. Je l'ai plutôt vécu comme une mission : sauver ma région, les Hauts-de-France, où la gauche et les écologistes n'existaient plus depuis six ans, tout en faisant face à la montée de la droite et de l'extrême droite. Je suis profondément ch'ti. J'ai voulu faire de ce territoire un laboratoire d'union, en rassemblant les sensibilités de gauche avant même la naissance du Nouveau Front Populaire.

C'est dans les régions, à travers la gestion des fonds européens, que l'on peut avoir un impact concret sur le quotidien des habitants.

“J’ai grandi avec le sentiment d’injustice ; c’est ce qui façonne l’engagement, le refus de l’humiliation et la passion de défendre la dignité.”

Votre enfance à Roubaix, au sein d’une famille nombreuse et modeste, a-t-elle influencé votre engagement politique ?

Bien sûr, tout est parti de là. Être la neuvième d’une fratrie de treize, c’est apprendre tôt à se battre pour sa place. Mes parents ne savent ni lire ni écrire, mais ils ont toujours cru que l’école républicaine était indispensable pour s’en sortir. Ils disaient : “L’école, c’est la clé.” J’ai grandi avec le sentiment d’injustice ; c’est ce qui façonne l’engagement, le refus de l’humiliation et la passion de défendre la dignité. Je n’avais pas le droit de participer aux sorties scolaires par manque d’argent.

J’ai gardé en mémoire l’humiliation, comme cette fois où une enseignante m’a stigmatisée pour un tablier sale. Elle nous a appelés, moi et mon frère, “les souillons”. Ce jour-là, j’ai ressenti une profonde honte. Cette expérience donne l’énergie de ne jamais céder sur la question du respect et de la justice sociale. C’est à ce moment-là que j’ai compris ce que signifiait l’injustice.

Les discriminations liées à votre origine ou à votre genre vous ont-elles fermé des portes ?

Oui, cela reste difficile. Mon rêve initial était de devenir professeure à Sciences Po Lille. Je ne me voyais pas en politique, car il y avait un vrai plafond de verre. Dès ma première présidence d’une grande commission au Parlement européen en 2014, les remarques paternalistes, sexistes, étaient monnaie courante. Il faut sans cesse recadrer : “Madame la Présidente, pas Karima”. Pour les femmes issues des quartiers, il faut se battre deux fois plus pour franchir les barrières de l’institution.

Votre famille et votre entourage votent-ils désormais écologiste ?

Oui, aujourd’hui ma famille et beaucoup de proches votent écologiste. J’essaie de montrer que ce combat n’est pas réservé aux classes aisées. L’écologie doit s’adresser à ceux qui subissent le plus les crises : pouvoir d’achat, logement, transports.

Vous insistez sur le fait que l’écologie doit parler aux quartiers populaires. Pourquoi ce défi demeure-t-il si important pour votre parti ?

Parce que le parti n'a pas su ouvrir suffisamment ses rangs à des profils populaires. Il faut donner la parole aux gens, leur permettre d'accéder à des responsabilités. Les solutions doivent être utiles au quotidien : pouvoir d'achat, eau potable, transports publics abordables. J'ai porté le "ticket climat" à 29 € comme projet phare, pour que tout le monde puisse se déplacer à prix réduit sur l'ensemble du territoire national. Aujourd'hui un billet de train coûte plus cher qu'un avion : c'est absurde. Il faut une vraie parité sociale dans les partis, sinon on ne pourra jamais reconnecter avec les réalités.

“Si c'est juste pour exister, faites Koh-Lanta, pas de la politique.”

Sur le plan politique, il y a six mois vous appeliez à une union très large de la gauche, de Glucksmann à la France insoumise, pour battre le RN. Est-ce encore votre conviction, malgré les divisions du NFP ?

L'union me semble incontournable face à la montée du RN, mais il y a trop de chefs qui veulent exister pour eux-mêmes. Les citoyens veulent des partis qui se mettent au travail, pas des stratèges d'image. Si c'est juste pour exister, faites Koh-Lanta, pas de la politique. Pour moi, il faut plus d'honnêteté, de respect du pluralisme, et surtout du courage pour dépasser les querelles. La gauche doit apprendre à collaborer, et ne pas franchir les lignes rouges sur la liberté d'expression des journalistes franchies par l'extrême droite dans d'autres pays européens. Il ne s'agit pas de faire semblant, mais de construire une alternative solide.

Après quatre années de mandat régional, quels résultats mettez-vous en avant ?

Nous avons obtenu la protection des retraites des mineurs, mis en place un groupe de travail sur l'obésité, et stoppé certains projets liés aux déchets, comme l'implantation de nouvelles décharges ou installations polluantes. Mais les avancées sont souvent lentes, et la région reste traversée par de fortes tensions sociales et politiques, avec des difficultés économiques et la montée de l'extrême droite. Il faudrait accélérer, trouver plus de compromis pour servir les habitants.

Encadré, Bio express : Karima Delli

Âge : 46 ans

Origines : Née à Tourcoing, enfance à Roubaix, dans une famille ouvrière de treize enfants

Formation : BTS en action commerciale de l'université de Lille, DEA de sciences politiques à l'IEP Sciences Po Lille.

Engagement : Militante écologiste depuis les années 2000, collectifs "Jeudi Noir" et "Sauvons les riches"

Mandats :

- 2009 – 2024 : Députée européenne (Europe Écologie Les Verts)
- 2017 – 2024 : Présidente de la commission du Transport et du Tourisme au Parlement européen
- Depuis 2021 : Présidente du groupe "Pour le climat et pour l'emploi" au conseil régional des Hauts-de-France

Combat : Défendre une **écologie populaire** accessible aux classes populaires et aux territoires

Fait marquant : Première élue écologiste issue des quartiers populaires à siéger au Parlement européen